



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 44'450
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 719.10
Abo-Nr.: 1077515
Seite: 12
Fläche: 40'335 mm²

Pourquoi réduire nos émissions de CO₂ en Suisse est un bon choix



Roger Nordmann

Alors que les deux Chambres entendent procéder en Suisse même aux réductions d'émissions (-20% d'ici à 2020), le directeur d'économiesuisse, M. Pascal Gentinetta [lire sa tribune dans *Le Temps* du 1er septembre] préférerait acheter la moitié des réductions à l'étranger, au motif que cela coûterait moins cher. Pour bien comprendre la différence entre les deux points de vue, une petite explication préalable s'impose.

La réduction en Suisse, à l'intérieur des frontières, signifie que la Suisse améliore des équipements de manière à consommer moins de pétrole et de gaz, et donc à émettre moins de CO₂ (le principal gaz à effet de serre). Concrètement, il s'agit d'isoler les bâtiments et de les chauffer au renouvelable, d'acheter des voitures moins gourmandes, d'améliorer les processus industriels, de récupérer l'énergie, etc.

L'achat de réductions d'émissions à l'étranger signifie que la Suisse ne réduit pas sa consommation de pétrole et de gaz, mais qu'elle achète chaque année des certificats attestant que des réductions d'émissions ont été réalisées dans d'autres pays, notamment des zones en développement. Il n'est donc pas

nécessaire d'investir dans nos propres infrastructures et équipements pour en améliorer l'efficacité.

Comme l'impact du réchauffement climatique est global, le lieu d'émission du CO₂ ne joue en effet aucun rôle. Dans la logique de l'achat à l'étranger, il faut s'assurer de la «supplémentarité», à savoir que les réductions n'auraient pas été mises en œuvre si la Suisse ne les avait pas financées. Il s'agit là d'un point délicat, mais qui n'est pas le principal problème.

Pour réduire les émissions en Suisse, il faut par exemple investir dans l'isolation d'une maison. Cela nécessite une mise de fonds initiale. A titre d'illustration, il peut s'agir de poser de la laine de pierre sous le toit. Cette amélioration limite les déperditions de chaleur pendant une longue du-

Economiesuisse s'érige contre une politique climatique qui assure une prospérité durable

rée. Pendant les quarante ans qui le séparent de la prochaine rénovation, le propriétaire économise

ainsi chaque année des centaines de litres de mazout. Si l'on se tourne au contraire vers le marché international des certificats, il n'y a pas d'investissement initial en Suisse. Par contre, il faut chaque année acheter non seulement le certificat de réduction d'émission, mais aussi importer le mazout correspondant pour alimenter la chaudière.

A court terme – c'est la position défendue par economiesuisse – l'investissement initial peut rebuter. Mais si l'on fait le décompte global sur toute la durée, la réduction en Suisse est le choix le plus rentable, même au prix actuel de l'énergie et des certificats. Comme le prix de l'énergie fossile va probablement augmenter en raison de l'épuisement progressif des réserves et de la forte demande asiatique, la rentabilité des réductions en Suisse va vraisemblablement s'accroître. Il faut également s'attendre à une hausse progressive du prix des réductions d'émissions à l'étranger: logiquement, les projets les plus faciles, et donc les moins chers, ont été réalisés en premier. Les projets futurs coûteront davantage.

Au-delà de cette perspective étroitement comptable, il faut souligner la dynamique économique de l'assainissement et tenir compte de l'intérêt général du pays. Les investissements en Suisse ont un effet très favorable sur l'emploi et la conjoncture: on ne peut pas délocaliser à Shanghai l'assainissement d'un immeuble fribourgeois! Dans un contexte économique difficile, c'est un argument majeur. En



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 44'450
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 719.10
Abo-Nr.: 1077515
Seite: 12
Fläche: 40'335 mm²

outre, la mise en œuvre des réductions en Suisse, notamment dans l'industrie, nous donne une longueur d'avance technologique sur les marchés d'exportation. En comparaison, l'achat de certificats et de pétrole constitue une simple exportation d'argent. Le conseiller national PDC lucernois Ruedi Lustenberger résume la situation de manière limpide: «On achète à grand prix des certificats de CO₂ dont la fiabilité pourrait bien être équivalente à celle des papiers de Lehman Brothers.»

Bien entendu, il faut faire preuve de modération dans le choix des instruments pour ne pas mettre les entreprises sous une pression insoutenable. La nouvelle loi permet ces mécanismes flexibles: ainsi, il est prévu que les importateurs d'essence et de diesel cofinancent des réductions d'émissions en Suisse, par

exemple dans l'industrie. Contrairement à ce que laisse entendre M. Gentinetta, les mécanismes coopératifs qui ont fait leurs preuves sont donc maintenus.

On comprend aisément que le lobby des importateurs de pétrole (l'Union pétrolière) renâcle face à cette politique et tente de préserver son marché. Il est en revanche incompréhensible qu'economiesuisse lui emboîte le pas. Tant pour protéger le climat que pour assurer une prospérité durable, il faut diminuer le gaspillage. Si dans dix ans, l'économie et les ménages atteignent une efficacité énergétique accrue et consomment moins de pétrole, la Suisse entière sera gagnante. Sa vulnérabilité face aux importations d'énergie fossile, qui oscillent entre 10 et 13 milliards de francs par an, s'en trouvera réduite d'autant.

La position de M. Gentinetta

sur cette question est fortement contestée au sein même de l'économie. Estimant qu'il fallait défendre les intérêts des entreprises de demain plutôt que celles de l'économie d'avant-hier, de nombreuses entreprises se sont d'ailleurs regroupées pour constituer la «Swiss Cleantech Association». Axée sur les technologies propres, cette association s'est engagée publiquement pour contrer le lobbying d'economiesuisse et soutient le point de vue de la majorité du Conseil national et du Conseil des Etats. La réduction en Suisse des émissions de CO₂ est non seulement rentable, mais qu'elle est tout simplement dans l'intérêt général.

.....
Conseiller national (PS/VD),
membre de la commission
Environnement, énergie et
aménagement du territoire (CEATE)
.....